

SITUATION FINANCIÈRE D'EDF : ENCORE PLUS TENDUE LES 4 PROCHAINES ANNÉES ?

Le rapport d'expertise des comptes consolidés d'EDF, établi indépendamment pour le CEE, met en évidence que ce sont principalement les cessions d'actifs qui permettent annuellement de boucler les comptes, au regard des très lourds investissements en cours ou programmés.

Le programme de cessions qui s'achève est réputé faire entrer 10 milliards d'Euros, bien loin de ce qui est nécessaire.

Le projet Hinkley Point C, qui requiert encore à lui seul un financement d'env.15 milliards (hors aléas, sans remboursement avant les années 2030) apparaît bien comme un poids vertigineux ajouté inconsidérément dans la barque. Il y a donc à attendre d'autres annonces de cessions après

2018, ou d'opérations financières suicidaires pour l'entreprise. Une révision globale des récents engagements est indispensable...

Arguant de cette situation qu'elles ont créée, les directions mettent les salariés sous pression, dégradant les conditions de travail, multipliant les RPS, pour au bout du compte réaliser des économies sans commune mesure avec l'enjeu financier.

FO ne peut pas cautionner de telles économies faites sur le dos des salariés du groupe EDF, tant français qu'européens.

NOUVELLES DES DÉLÉGATIONS AU CEE

Alors que le groupe vient de se doter d'un séduisant accord-cadre mondial sur la responsabilité sociale, les échanges au sein du CEE révèlent que la tendance européenne est plutôt celle d'un grand cynisme. Les salariés d'Europe Centrale (Pologne, Hongrie, Slovaquie) ont été les premiers à trinquer.

Après les avoir assurés, lors de l'acquisition de leurs sociétés, des vertus du modèle social français, EDF a en fait mis en place un laboratoire de restructurations, avant de revendre des sociétés allégées d'une bonne partie du personnel !





En Belgique, le dialogue social semble arrivé à un point de non-respect illustré par la formule « innovante » du licenciement par SMS. On pourrait se demander si EDF-Luminus en Belgique n'est pas là aussi une sorte de « laboratoire social » pour le groupe, sur le thème de la transformation inéluctable vers les « nouveaux business » et le mode de management qui va avec.

Au Royaume-Uni, des économies supplémentaires de 100 millions d'Euros seraient demandées à EDF-Energy, avec la « sympathique perspective » de fermeture de certaines centrales. En Italie, après la cession du siège historique d'Edison, c'est celle de l'activité cœur de métier d'E&P (Exploration & Production) qui est à l'ordre du jour... Responsabilité sociale avez-vous dit ?

DES BUSINESS MODELS D'EDF DISCUTÉS AVEC BERCY...

Question au président d'EDF - Frappé par le constat que le Royaume-Uni alterne les business-models de ses projets nucléaires : financement 100 % garanti par EDF pour Hinkley-Point C, mais financement 100 % étatique pour le projet Wylfa (Anglesey, presque île au Pays de Galles) confié à Hitachi, FO questionne le président LÉVY sur cette disparité et sur les business-models qu'il envisage pour les investissements d'EDF dans les années à venir.

Sa réponse au CEE : EDF discute actuellement avec Bercy « de régimes de financements appropriés », et mène en parallèle avec le Royaume-Uni des discussions sur le nouveau projet nucléaire EPR (Sizewell C), qui intéresse EDF en sus d'HPC.

Relevé aussi : « L'allocation des risques du business model EDF ne convient plus » (EDF porte tous les risques à la fois d'investissements, de prix fluctuants avec des mécanismes de marchés politiques, etc.). « Le business-model actuel EDF SA des 58 réacteurs a vécu (...) Il ne peut plus convenir pour financer les développements nucléaires ». « Il y aura probablement 4 business-models différents pour FA3, l'EPR 2, HPC, Sizewell C, ... ».

Il ne nous reste plus qu'à espérer que le miraculeux modèle qui semble devoir bénéficier à Hitachi fasse des émules... Ce qui serait véritablement une révolution !



Après avoir prélevé des dividendes d'env. 20 milliards des années durant, avoir décidé HPC (env. 20 milliards) sans attendre le REX de FA3 et avoir imposé le rachat d'Areva NP, l'Etat s'estime-t-il quitte avec l'augmentation de capital de 4 milliards (alors qu'il en faudrait 10 ou 20, d'après des discussions avec l'expert du CEE) ?

L'État va-t-il permettre à de nouveaux actionnaires prédateurs de faire main basse sur des actifs considérés comme profitables ? Va-t-il laisser transférer aux consommateurs et aux contribuables le poids des pertes laissées par ces années d'impéritie, autant que les surcoûts des nouveaux EPR ?

La fédération syndicale européenne EPSU confirme au CEE qu'au Royaume-Uni, c'est le système d'oligopole, i.e. la concurrence, qui a fait monter les prix aux consommateurs. Le modèle intégré d'EDF en France aurait-il des vertus qu'on l'on ne saurait voir et qui seraient obstinément combattues par la Com' et des « oukazes » de Bruxelles ?

FO demande l'arrêt de la désoptimisation du système électrique et le maintien d'EDF intégré en France (dont la production en exploitation nucléaire, hydraulique / renouvelable, thermique), garant du service public républicain, qui a fait ses preuves (dans un marché non intentionnellement distordu).

Rien ne sert de « ringardiser » les salariés d'EDF qui illustreraient l'« ancien monde », en les opposant à un « nouveau monde » rêvé, qui n'a fait ses preuves ni technologiquement, ni économiquement, ni socialement !